

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81) — LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M^{me} Copps (p. 14701).

Le président suppléant (M. DeBlois): Après réflexion, le Président est disposé à déclarer recevable l'amendement proposé par le député d'Essex—Windsor.

[Français]

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre la parole aujourd'hui sur cette motion déposée par le Parti libéral et sa représentante ainsi que sur l'amendement proposé par le NPD.

Je pense qu'il est important, dans un débat comme celui-ci, de faire un tour d'horizon de la situation que nous avons connue et que nous connaissons et celle que nous voulons connaître comme pays dans le futur. À partir de là, nous devons parler de croissance de la productivité. Je pense que c'est un phénomène qui n'est pas nouveau, un mot qui n'est pas nouveau à travers le Canada. Mais si l'on regarde les chiffres, si l'on regarde les statistiques, on s'aperçoit qu'au niveau canadien, nous avons besoin d'une productivité supérieure à celle que nous avons pour pouvoir penser à progresser comme pays. On sait, lorsque je parle de progresser comme pays, que le Canada sort d'une récession mondiale. Même si vous entendez les partis d'opposition dire que c'est une récession canadienne, vous et moi savons très bien que c'est absolument faux. La plupart des pays au monde ont connu ou connaissent des problèmes économiques.

Nous n'avons qu'à regarder la croissance mondiale. En 1988, elle était de 4,3 p. 100 et, cette année, en 1992, elle va être d'à peu près 1 p. 100. Les États-Unis, le Japon, l'Angleterre, l'Allemagne, tous les pays industrialisés au monde, incluant le Canada, ont connu cette année une année difficile au niveau économique, au niveau de croissance. De plus, le Canada subit actuellement une restructuration industrielle majeure. On connaît la libéralisation des échanges commerciaux avec les États-Unis, avec le Mexique et avec le reste du monde. On connaît également l'accélération des changements techniques et technologiques au Canada. À ce niveau-là, on n'est peut-être

Les crédits

pas les premiers, on n'est peut-être pas en avance et il faut peut-être prendre les bouchées doubles.

• (1530)

Alors, à partir de tous ces facteurs, que ce soit notre productivité, que ce soit nos changements technologiques, que ce soit la récession mondiale, il y a tous ces facteurs à regarder lorsque le ministre des Finances arrive et dépose un plan économique. L'opposition prend le plan, le jette à la poubelle en disant qu'il n'est pas bon, sans d'une part regarder l'ensemble du dossier, comme je viens de vous le souligner, et sans, d'autre part, malheureusement, soumettre des alternatives.

Vous savez, monsieur le Président, lorsque vous discutez avec vos collègues, lorsque vous discutez de n'importe quel sujet et que vous n'êtes pas d'accord avec quelqu'un, ce que vous faites, c'est dire: «Je ne suis pas d'accord avec cela, je pense que ce devrait être cela.» Je pense que la solution c'est le n^o 4.

Ce que l'on voit, c'est que l'opposition dit: «Bien, la solution du gouvernement n'est pas bonne.» On les entend depuis trois, quatre jours, je ne sais plus combien de temps, dire cela, répéter cela sans par ailleurs présenter des alternatives valables, des alternatives réalisables, parce qu'il ne faut pas rêver en couleur non plus.

On parlait, de l'autre côté de la Chambre, d'un projet d'infrastructure routier à travers le Canada qui se chiffrait à 12 milliards de dollars. C'est peut-être un beau projet, mais ce n'est pas réalisable dans le contexte économique canadien, dans le contexte de la dette qui nous a été léguée par ce gouvernement-là, dans le contexte où en 1980-1981, on sait ce que l'on a connu comme période difficile. L'inflation était à 10 p. 100; les taux d'intérêt étaient à 22, 23, 24 p. 100 et la solution que proposait ce gouvernement c'était d'augmenter le déficit, permettre à l'inflation de repartir vers la hausse; automatiquement, les taux d'intérêt partent vers la hausse également et on se retrouve avec quoi? On se retrouve avec des projets d'emploi qui vont durer six ou huit mois, peut-être un an si l'on est chanceux, mais sans avoir réglé le problème, le problème de productivité, le problème de technologies nouvelles, le problème de récession qui est au niveau mondial.

Ce sont avec ces choses-là que l'on doit travailler, avec ces éléments de base-là et c'est ce que le ministre des Finances a fait. C'est pour cela que son plan économique est valable. Il n'est pas facile à digérer. Ce plan ne rend pas tout le monde heureux. J'en suis un. Mais c'est dans une optique canadienne et mondiale que ce plan-là est mis en place.